RAPPORT SOMMAIRE DE LA CONFÉRENCE DES DONATEURS

Copenhague (Danemark)
8 novembre 2011

PARTENARIAT MONDIAL *pour* L'EDUCATION

INTRODUCTION

Les 8 novembre 2011, les représentants de 52 pays se sont réunis à Copenhague (Danemark) pour lancer une campagne de refinancement visant à mobiliser des ressources importantes, entre 2011 et 2014, dans le but d'offrir une éducation de qualité à tous les enfants du monde. Par la même occasion, les participants ont pris des engagements sur l'action à mener pour utiliser ces fonds de façon optimale. Durant les mois qui ont précédé la première conférence des donateurs du Partenariat mondial pour l'éducation, ceux qui militent en faveur de l'éducation ont mis en place une dynamique sans précédent pour aider les enfants non scolarisés, améliorer l'acquisition des connaissances parmi les jeunes enfants, accroître l'aide aux enfants des États fragiles et parvenir à l'égalité des sexes dans l'enseignement. Ces efforts se sont traduits par l'annonce de contributions initiales d'un montant de 1,5 milliard de dollars au profit du Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation. Cet engagement est à la hauteur de l'objectif fixé avant la conférence pour la phase de lancement de la reconstitution des ressources, l'objectif ultime étant d'atteindre 2,5 milliards de dollars avant la fin des trois années du cycle de refinancement. De surcroît, la Conférence des donateurs s'est conclue sur la promesse d'accroître de plus de 2 milliards de dollars les dépenses nationales d'éducation de base dans certains pays et sur l'engagement d'au moins cinq grands bailleurs de fonds à augmenter l'aide bilatérale en faveur de l'éducation de base. Enfin, la société civile, les associations d'enseignants, le secteur privé et les fondations se sont engagés à investir près de 2 milliards de dollars de leurs propres ressources dans le développement de programmes d'éducation de base universelle de qualité durant la période de reconstitution des ressources. Au total, la Conférence des donateurs a donné lieu à 57 engagements — qui ne sont que le début d'un nouvel effort dont l'objectif est d'encourager la communauté mondiale à offrir un enseignement de qualité à tous les enfants d'ici à l'horizon 2015.

PARTICIPANTS

Action Aid
Afghanistan
Australie
Belgique
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Canada
République centrafricaine
Côte d'Ivoire
Danemark
Education International
Guinée
Guinée-Bissau
Guyana
Hewlett Foundation
Irlande
Japon
RDP lao
Lesotho
Malawi
Mali
Mauritanie
Microsoft
Moldova
Mozambique
Rwanda
Save the Children
Sénégal
Sierra Leone
Espagne
Suède
Tadjikistan
The Elders
Pays-Bas
Timor-Leste
Togo
UNESCO
UNICEF
Royaume-Uni

Éthiopie	Niger	États-Unis
Commission européenne	Norvège	Banque mondiale
France	Oxfam	Zambie
Gambie	Pearson	Zimbabwe
Allemagne	Plan International	
Campagne mondiale pour l'éducation	Secteur privé/fondations privées	

RÉCAPITULATIF DES CONTRIBUTIONS AU FONDS DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

Le Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation accorde des financements complémentaires aux pays à faible revenu pour les aider à améliorer et développer leurs systèmes d'éducation de base – afin de permettre à tous les enfants, sans distinction de revenus, de capacités, d'origine ethnique ou de sexe, d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie. De 2003 à 2010, le Partenariat mondial pour l'éducation a levé 2,2 milliards de dollars par le biais de son Fonds catalytique et de son Fonds de développement des programmes d'éducation, qui ont permis de financer, sous forme de dons, des programmes nationaux d'éducation dans 37 pays à faible revenu sur quatre continents. Conjuguées à la forte volonté politique des pays concernés et à une aide à l'éducation bien coordonnée, ces ressources ont contribué à financer la construction de plus de 30 000 salles de classe, une année de formation pour 337 000 enseignants et la distribution de plus de 200 millions de manuels scolaires. En appuyant les efforts déployés par les gouvernements partenaires pour renforcer et développer leurs systèmes d'éducation, les financements et l'assistance technique du Partenariat mondial pour l'éducation ont permis, depuis 2003, à 19 millions d'enfants non scolarisés supplémentaires de fréquenter l'école primaire.

Les progrès accomplis sont toutefois insuffisants : dans le monde, 67 millions d'enfants ne fréquentent toujours pas l'école primaire et les pays à faible revenu manquent encore de moyens financiers pour atteindre l'objectif de l'éducation pour tous. Pour lutter contre les obstacles – discrimination, pauvreté et exploitation persistantes – qui empêchent de nombreux enfants de bénéficier d'une instruction de base et pour répondre à l'urgence d'une amélioration de l'accès à un enseignement de qualité, le Partenariat mondial pour l'éducation a créé un nouveau mécanisme de financement, souple et indépendant : le Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation. Grâce à cet outil, le Partenariat pourra accorder à la fois une aide traditionnelle et des financements novateurs — financements basés sur les résultats, appuis budgétaires sectoriels, financements du secteur privé et même contributions des particuliers – de sorte que toutes les bonnes volontés, au niveau des États comme des individus, puissent combiner leur énergie et leurs ressources dans un partenariat véritablement mondial pour fournir aux systèmes d'éducation de tous les

pays les ressources dont ils ont besoin pour scolariser l'ensemble des enfants et leur permettre d'apprendre.

Compte tenu de la crise de l'éducation – aggravée par la crise financière, l'augmentation du nombre de jeunes dans le monde et le besoin pressant d'investir dans l'avenir de la prochaine génération de dirigeants —, le Partenariat mondial pour l'éducation a lancé une campagne de reconstitution de ses ressources pour faire en sorte qu'aucun enfant, quel que soit son lieu de naissance, ne soit condamné à l'analphabétisme et à la précarité. L'objectif fixé – rassembler 2,5 milliards de dollars de financement sous forme de dons en faveur de l'éducation de base à l'horizon 2014 – permettrait à 25 millions d'enfants d'aller à l'école pour la première fois. Il permettrait aussi d'améliorer la qualité de l'éducation, grâce notamment à la formation de 600 000 nouveaux enseignants et à la distribution de 50 millions de manuels scolaires – ce qui réduirait l'analphabétisme de 50 % parmi les élèves de troisième année dans au moins 20 pays associés au Partenariat mondial pour l'éducation. Au cours des 5 à 25 prochaines années, les améliorations apportées à l'éducation de base, qui se traduiront par une plus grande autonomisation des individus et une meilleure préparation à la vie active, sauveront la vie de 350 000 enfants et de 14 000 mères de famille par an. Soucieux de mobiliser le soutien de la communauté internationale à l'appui de la réalisation de ces objectifs transformateurs, le Partenariat mondial pour l'éducation a invité les représentants de 17 États et organismes donateurs à Copenhague pour donner au Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation les moyens nécessaires, sur la période 2012-2014, pour promouvoir d'ambitieuses stratégies d'éducation dans au moins 46 pays. Parallèlement au financement direct du développement des programmes d'enseignement nationaux, le Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation et ses partenaires fourniront une assistance technique de grande ampleur aux pays pour promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de solides stratégies d'éducation assorties d'objectifs ambitieux.

La Conférence des donateurs a donné le coup d'envoi de la campagne de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation en mobilisant d' impressionnantes contributions (1,5 milliard de dollars) et en établissant ainsi la base solide à partir de laquelle il sera possible d'accélérer le développement de l'éducation au cours des trois prochaines années. Quinze bailleurs de fonds — Australie, Belgique, Canada, Danemark, Commission européenne, Irlande, Allemagne, France, Japon, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suède, États-Unis et Royaume-Uni — se sont engagés à doter le Fonds de nouvelles ressources. Il convient aussi de souligner que l'Australie, le Danemark, le Canada, la Commission européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni se sont engagés à fournir des contributions de façon prévisible et sur une base pluriannuelle. Cela signifie que les pays partenaires du Partenariat mondial pour l'éducation sont assurés de recevoir l'aide financière et l'assistance technique dont ils ont besoin pour former et affecter des enseignants, construire des écoles et les peupler d'élèves, distribuer des manuels scolaires et s'assurer qu'ils sont lus, et transformer un élève de première année en élève de troisième année capable de lire, de calculer et de faire preuve de sens critique. Le Partenariat mondial pour l'éducation s'attend aussi à bénéficier d'engagements

financiers annuels de la part d'autres bailleurs de fonds en 2013 et 2014 qui permettront au Fonds de se rapprocher de son ultime objectif de financement — 2,5 milliards de dollars — pour la période 2011- 2014. De surcroît, on prévoit que d'autres bailleurs de fonds — donateurs traditionnels et nouvelles sources d'aide — s'associeront au Partenariat mondial pour l'éducation durant l'année à venir. La France s'est engagée à verser une partie du produit de la taxe sur les transactions financières (si elle voit le jour) au Partenariat. Celui-ci entend s'élargir en accueillant de nouveaux membres et œuvrer avec ses bailleurs à une gestion efficace des ressources afin de faire fructifier chaque dollar mobilisé et d'exploiter les compétences de ses partenaires pour obtenir un impact maximum.

À mesure que la campagne de reconstitution des ressources progressera, le Partenariat mondial pour l'éducation approchera de son objectif de 2,5 milliards de dollars et continuera de consacrer des ressources, correctement coordonnées et alignées et efficacement investies, au financement de programmes nationaux d'éducation dans un nombre croissant de pays qui redoublent d'efforts pour éliminer l'analphabétisme et améliorer la qualité de vie des enfants.

CONTRIBUTIONS AU FONDS DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION
(en millions de dollars)

Pays donateurs	2004 - 2010	2011 - 2014
Australie	**38**	**278**
Belgique	**25**	**8**
Canada	**55**	**57***
Danemark	**72**	**201***
UE - CE	**127**	**53***
France	**31**	**65***
Allemagne	**21**	**21***
Irlande	**50**	
Italie	**35**	**0**
Japon	**6**	**5-4**
Pays-Bas	**488**	**167**
Norvège	**162**	**100**
Roumanie	**1**	**0,1**
Russie	**13**	**2***
Espagne	**326**	**28**
Suède	**117**	**74**
Suisse	**8**	**0**
Royaume-Uni	**425**	**352**
États-Unis	**0**	**22**

Secrétariat	**59****
TOTAL	**1 511,5**

***Inclut des financements engagés avant le 8 novembre 2011**
****Inclut le report attendu de ressources du Fonds catalytique**

RÉSUMÉ DES ENGAGEMENTS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTENAIRES

Preuve sans précédent de leur soutien à l'éducation de base, 30 pays en développement partenaires se sont engagés à accroître leurs efforts pour améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement, notamment en procédant à de gros investissements pour améliorer l'éducation des filles et les résultats scolaires et venir en aide aux enfants non scolarisés. Les pays en développement associés au Partenariat mondial pour l'éducation se sont engagés à accroître d'au moins 2,2 milliards de dollars leurs dépenses intérieures en faveur de l'éducation de base durant la période 2011- 2014. Certains pays en développement partenaires ont promis d'augmenter leur budget d'éducation de base de plusieurs centaines de millions, tandis que d'autres ont entrepris de doubler le leur en quatre ans. L'Afghanistan, le Bénin, le Bhoutan, le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Guyana, le Mali, le Malawi, Mozambique, le Lesotho, la RDP lao, le Niger, la Zambie, le Sénégal, le Tadjikistan, le Togo, le Zimbabwe et la Zambie se sont engagés à accroître leurs dépenses d'éducation, tandis que d'autres pays en développement ont promis de maintenir leurs dépenses d'éducation de base au niveau élevé (18 à 27 % des budgets nationaux) où elles se trouvent déjà. L'augmentation des investissements intérieurs dans l'éducation de base, qui témoigne d'une forte volonté politique de la part des ministères de l'éducation concernés (et qui est rendue possible en partie par des sources extérieures de financement telles que le Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation et l'aide bilatérale des États donateurs), permettra d'accroître la portée d'ambitieux programmes visant à relever le niveau de participation aux programmes d'éducation préscolaire, à parvenir à l'achèvement universel du cycle primaire, à relever les taux d'inscription dans le premier cycle de l'enseignement secondaire et à améliorer les résultats scolaires des jeunes enfants de sorte que les 57 millions d'enfants de ces pays en âge de fréquenter l'école primaire puissent acquérir des connaissances essentielles en ce qui concerne la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

Afin d'éliminer les obstacles qui empêchent les enfants non scolarisés, surtout les filles, de bénéficier d'une éducation de base de qualité, de nombreux pays en développement partenaires ont l'intention de renforcer leurs programmes de bourses d'études et de transferts monétaires conditionnels, de réduire les frais de scolarité, de distribuer des micronutriments et des rations alimentaires sèches aux écoliers et de leur fournir des services gratuits de transport et d'hébergement en dortoir, ainsi que d'autres incitations axées sur la demande. Ils projettent aussi d'accorder une deuxième chance à ceux qui n'ont pas reçu d'éducation ainsi que des possibilités d'apprentissage non formel, et de lancer des campagnes de mobilisation dans les communautés locales pour sensibiliser les parents à l'importance de l'éducation. Les pays en

développement partenaires se sont engagés à développer leurs infrastructures scolaires : rien qu'en Afghanistan et en Côte d'Ivoire, 8 860 salles de classe seront construites entre 2011 et 2014. Plusieurs autres pays ont promis de construire des milliers de salles de classe supplémentaires et de remettre en état des milliers d'autres pour qu'elles assurent aux élèves un accès à l'eau potable et à des installations sanitaires hygiéniques séparées pour les filles et les garçons. Quasiment tous les pays en développement partenaires se sont engagés aussi à recruter et à former des milliers d'enseignants, ce qui aura pour effet de réduire sensiblement les ratios élèves/enseignant, d'éliminer les classes à double ou triple vacation et d'accroître le nombre d'heures d'enseignement afin d'améliorer la qualité de l'instruction dispensée dans les salles de classe. Des efforts seront déployés parallèlement pour améliorer la formation des enseignants, ainsi que la gestion et la supervision des établissements scolaires de manière à créer les conditions nécessaires à l'amélioration du processus d'enseignement et d'acquisition des connaissances dans les salles de classe.

Par ailleurs, plusieurs pays, tels que l'Afghanistan, le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, la Guinée-Bissau et le Malawi, sont confrontés à d'importantes disparités entre filles et garçons et ont promis de redoubler d'efforts pour éliminer les obstacles qui entravent l'accès des filles à l'éducation. Un grand nombre d'entre eux ont promis de recruter et d'affecter des dizaines de milliers d'enseignantes dans les zones rurales et déshéritées en recourant à des mécanismes d'incitation, en recrutant des effectifs féminins et en accélérant la formation des futures enseignantes. Les pays ont promis aussi de relever les taux de fréquentation et de rétention scolaires parmi les filles en renforçant la représentation des mères de famille et des femmes en général dans les comités de gestion des écoles, en élaborant des stratégies de communication au sujet de l'éducation des filles, en distribuant un matériel pédagogique adapté aux filles, en luttant contre les stéréotypes de genre dans les programmes, en œuvrant pour l'élimination du mariage des enfants et en développant les mécanismes de dons et de bourses destinés aux filles vulnérables. Afin d'améliorer l'acquisition des connaissances, plusieurs pays en développement partenaires — Bhoutan, Guyana, Lesotho, Moldova, Mozambique, Niger et Sénégal entre autres — ont promis d'accroître le nombre d'enfants ayant accès à l'éducation préscolaire en mettant en œuvre des plans d'action visant à promouvoir les services de développement du jeune enfant grâce à diverses mesures : création de classes d'accueil dans les écoles primaires, construction de crèches communautaires et adoption de programmes d'éducation parentale. Ces mesures permettront aux enfants de prendre de l'avance en les stimulant et en leur fournissant la nutrition et les soins dont ils ont besoin pour entrer en première année du cycle scolaire bien préparés pour apprendre.

Les pays introduiront ou renforceront des systèmes nationaux d'évaluation de la maîtrise de la lecture au début du primaire pour assurer le suivi des acquis scolaires et la mise en place de stratégies visant à accroître le nombre d'élèves de troisième année alphabétisés. Ces mesures figurent dans les engagements pris par des pays tels que l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Guyana, la RDP lao, le Lesotho, le Mozambique, la Sierra Leone, le Tadjikistan et le Zimbabwe. L'amélioration du suivi et de l'évaluation du

niveau de lecture (et des connaissances en mathématiques, en sciences et dans d'autres sujets) s'accompagnera d'une instruction accrue dans la langue maternelle, d'une réforme des programmes et de la distribution de manuels scolaires et de matériel pédagogique gratuits pour donner aux enfants les moyens dont ils ont besoin pour commencer à apprendre.

RÉSUMÉ DES ENGAGEMENTS DES BAILLEURS DE FONDS PARTENAIRES

Outre l'engagement des pays en développement partenaires à accroître leurs dépenses intérieures dans l'éducation de base, cinq grands bailleurs de fonds intervenant dans le secteur éducatif augmenteront leur aide bilatérale à l'éducation en dépit des pressions grandissantes qui s'exercent en faveur d'une réduction de l'aide étrangère. L'Australie, la Commission européenne, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni accroîtront leur aide bilatérale à l'éducation de base de 2011 à 2014. L'Australie a l'intention de porter le montant total de ses investissements dans l'éducation à 5 milliards de dollars à l'horizon 2015 et ses contributions à l'éducation de base au-delà de leur niveau actuel (480 millions de dollars en 2011). La Commission européenne relèvera aussi ses investissements dans l'éducation, notamment dans l'enseignement de base, et affectera un tiers des fonds aux États fragiles conformément à sa stratégie consistant à consacrer au moins 20 % de son aide bilatérale au développement humain et à la lutte contre l'exclusion sociale dans les pays à faible revenu. Dans la mesure du possible, la Commission européenne continuera d'appuyer la mise en œuvre de programmes nationaux globaux dans le domaine de l'éducation par le biais d'un soutien budgétaire et de l'utilisation des systèmes nationaux. La France et l'Allemagne ont promis d'accroître la part de leur aide consacrée à l'éducation de base : la première s'est engagée à investir au moins 176 millions d'euros par an, tandis que la seconde doublera son aide à l'Afrique subsaharienne et renforcera son soutien à l'éducation de base. Enfin, le Royaume-Uni amplifiera son soutien à l'éducation de base en vue d'aider 9 millions d'écoliers du primaire et 2 millions d'enfants du secondaire entre 2011 et 2015, notamment grâce à l'initiative en faveur de l'éducation des filles récemment annoncée par le pays.

Outre cet important surcroît d'aide bilatérale au développement de l'éducation de base dans les pays à faible revenu, plusieurs bailleurs de fonds partenaires ont manifesté leur adhésion aux principes de l'efficacité de l'aide et se sont engagés explicitement à mieux respecter les principes de la Déclaration de Paris. L'Australie, le Canada, le Danemark, la Commission européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas et la Norvège ont promis de promouvoir les principes de l'efficacité de l'aide, grâce notamment à l'utilisation accrue des systèmes nationaux et à la coordination de l'aide bilatérale à l'éducation.

En plus des traditionnels bailleurs de fonds bilatéraux, des organisations internationales telles que l'UNICEF, l'UNESCO et la Banque mondiale se sont engagées à mettre leurs capacités d'organisation et leurs ressources financières au service du Partenariat mondial pour l'éducation afin de l'aider à réaliser ses objectifs. L'UNICEF a promis d'étendre ses activités au titre de l'Initiative en faveur des enfants non

scolarisés à 30 à 40 pays en accroissant l'assistance technique spécialisée fournie aux pays. En outre, elle prônera un renforcement des politiques de protection sociale et des stratégies et démarches visant à résoudre le problème des enfants non scolarisés. Cet effort comprendra une aide à la suppression des frais scolaires et à l'élimination des coûts faisant obstacle à l'accès à l'éducation dans le cadre de la planification du secteur de l'éducation et des processus de réforme. L'UNICEF mettra aussi à profit son rôle au sein du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) dans 21 des 46 groupes locaux des partenaires de l'éducation du GPE ainsi que son rôle d'agent d'exécution à Madagascar et en Guinée et d'entité de supervision en Afghanistan pour promouvoir les principes de la Déclaration Paris sur l'efficacité de l'aide. La Banque mondiale, quant à elle, s'engage à redoubler d'efforts dans les pays sortant d'un conflit et à mobiliser des ressources financières importantes à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier grâce à la concrétisation de l'engagement qu'elle a pris en 2010 d'accroître son soutien à l'éducation de base dans les pays à faible revenu. Enfin, l'UNESCO s'efforcera de promouvoir des programmes d'éducation inclusifs et de qualité, en mettant notamment l'accent sur la question de l'accès, des résultats et des conditions d'enseignement et cela en jouant un rôle moteur dans les efforts déployés pour améliorer l'alphabétisation des femmes, en renforçant les capacités techniques nécessaires à l'analyse des problèmes de qualité et en élaborant un Cadre global, systémique et générique de diagnostic et d'analyse de la qualité de l'enseignement général permettant de procéder à un examen rigoureux de la qualité des systèmes d'éducation.

RÉSUMÉ DES ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quatre organisations internationales de la société civile et le réseau de la Campagne mondiale pour l'éducation ont engagé des ressources importantes et planifié des activités de sensibilisation et d'appui opérationnel pour préserver la dynamique du programme de l'Éducation pour tous. L'organisation Action Aid a l'intention d'assurer le suivi des budgets publics et de l'exécution des programmes de réformes du secteur de l'éducation dans 5 000 communautés de 30 pays à faible revenu afin d'améliorer la qualité et la responsabilisation des écoles publiques dans la perspective du droit à l'éducation, l'équité fiscale et le suivi et la promotion de l'éducation des filles et de l'alphabétisation des femmes. En collaboration avec Action Aid, la Campagne mondiale pour l'éducation s'assurera que les groupes de la société civile participent activement aux activités des groupes locaux des partenaires de l'éducation dans 40 pays. Elle s'efforcera aussi de promouvoir l'adoption et la mise en œuvre de cadres juridiques et de cadres de politiques publiques, en particulier dans les domaines de l'éducation des filles, du développement du jeune enfant, de l'efficacité de l'aide, du travail des enfants et des États fragiles grâce à des travaux de recherche et de sensibilisation.

L'association Plan International entend aider les communautés locales à s'organiser et à se donner les moyens de défendre leur droit à l'éducation, notamment grâce au lancement d'une campagne mondiale (intitulée *Because I am a Girl*) sur une période de cinq ans (2011 à 2016) qui cherchera à renforcer la

capacité des intéressés à militer, sous l'angle de la parité hommes-femmes, en faveur de l'amélioration de l'accès à l'éducation, de la qualité de l'enseignement et de la gouvernance dans le secteur de l'éducation. De surcroît, Plan International fournira des services d'une valeur de 55 millions de dollars dans les domaines de l'infrastructure, des programmes scolaires, du matériel pédagogique et de la formation des enseignants pour promouvoir l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement dans 27 pays associés au Partenariat mondial pour l'éducation et dans 7 pays partenaires potentiels. L'organisation Save the Children, pour sa part, s'engage à dépenser plus d'un milliard de dollars entre 2011 et 2014 pour améliorer l'alphabétisation de plus de 500 000 enfants dans les pays en développement, aider 1,36 million d'enfants de pays fragiles touchés par un conflit (dont la moitié seront des filles) à accéder à l'école et améliorer les capacités de lecture et d'écriture d'environ 550 000 enfants. Enfin, Oxfam entend appuyer la professionnalisation des enseignants non qualifiés ou insuffisamment qualifiés pour promouvoir l'accès à l'éducation de base, améliorer la qualité de l'enseignement et, partant, celle des résultats scolaires.

Le corps enseignant, représenté par Education International, s'est engagé à soutenir l'institutionnalisation et l'expansion des réseaux régionaux d'enseignantes en Amérique latine, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient, à lancer un réseau mondial sur la qualité de l'enseignement en collaboration avec l'UNESCO et le Conseil international de la préparation à l'enseignement, et à mettre en œuvre une nouvelle stratégie pour l'éducation des jeunes enfants prévoyant la création de groupes de travail régionaux et sous-régionaux sur cette thématique. Par ailleurs, Education International fournira un appui technique et financier à la création et à l'utilisation de profils de compétences pour les enseignants de l'enseignement primaire dans le cadre du projet *Quality Educators for All*. L'organisation soutiendra des programmes de formation et de mise à niveau destinés aux enseignants non qualifiés ou sous-qualifiés. Elle mobilisera ses membres et formulera des politiques pour lutter contre le travail des enfants. Enfin, Education International s'associera à la Campagne mondiale pour l'éducation en vue de lancer une campagne à la fin de 2012 et au début de 2013 pour recruter et former 1,8 million d'enseignants dans les pays associés au Partenariat mondial pour l'éducation.

Toutes les organisations de la société civile se sont engagées à suivre l'exécution des engagements des pays donateurs, à rendre les dirigeants comptables de leurs promesses et à aider les collègues des pays en développement à militer en faveur d'une augmentation des dépenses nationales consacrées à l'éducation, de l'amélioration de l'accès à l'éducation et d'une plus grande transparence des budgets nationaux afin de réduire la corruption dans les dépenses d'éducation.

RÉSUMÉ DES ENGAGEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ ET DES FONDATIONS

Les représentants du secteur privé et des fondations privées au conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation se sont engagés à allouer 687 millions de dollars — par le biais de leurs propres initiatives en matière d'éducation — à la promotion de l'égalité des sexes, l'amélioration des résultats

scolaires (notamment en matière d'alphabétisation), l'élargissement de l'accès à l'éducation pour les enfants des États fragiles et la réduction du nombre d'enfants non scolarisés.

Le groupe des fondations et du secteur privé investira dans les programmes d'enseignement correctif, élaborera des mécanismes d'évaluation pour mesurer les résultats, renforcera les programmes visant à faciliter la transition de l'école au monde du travail, soutiendra le développement de modèles nationaux visant à former des professionnels du développement du jeune enfant et assurera le suivi des flux de ressources destinées à l'éducation. De surcroît, le groupe s'engage à fournir des services de formation réguliers aux enseignants des pays touchés par un conflit, à financer les organisations locales pour améliorer les taux de fréquentation et de rétention scolaires, à soutenir les activités de déparasitage dans les écoles et à appuyer les réformes visant à améliorer l'accès à l'éducation pour les populations les plus pauvres, les minorités ethniques, les enfants de migrants, les enfants atteints par le VIH/SIDA et les enfants souffrant d'un handicap physique ou mental. Ainsi, la Fondation Hewlett investira-t-elle 36 millions de dollars entre 2012 et 2014 dans l'amélioration de l'enseignement en finançant l'évaluation de l'acquisition des connaissances par les organisations de la société civile, en développant des démarches visant à améliorer le processus de l'enseignement et de l'acquisition des connaissances, en encourageant l'utilisation d'indicateurs de résultats mondiaux et nationaux en matière d'acquisition des connaissances et en assurant le suivi des ressources consacrées à l'éducation.

Par ailleurs, Microsoft s'est engagé à investir 10 millions de dollars entre 2012 et 2015 dans l'amélioration de l'accès à l'école, la formation des enseignants, l'innovation scolaire et l'utilisation efficace des TIC dans les pays partenaires du GPE grâce aux initiatives *Microsoft Partners in Learning* et *Microsoft IT Academies*. Pearson, pour sa part, apportera ses ressources et son savoir-faire à l'appui de plusieurs objectifs : développer des critères d'évaluation précis, mesurables et convenus pour mesurer la capacité des élèves à lire, écrire et compter dans les pays qui n'appartiennent pas à l'OCDE ; développer, tester et appliquer à plus grande échelle des modèles durables et innovants pour obtenir de bons résultats scolaires à un coût modeste ; investir dans des méthodes novatrices visant à aider les entrepreneurs du secteur de l'éducation à faciliter l'acquisition d'une instruction de qualité — le tout pour un coût de 20 millions de dollars.

CONCLUSION

La Conférence des donateurs a fourni l'occasion de définir, au plan mondial, les engagements des membres du Partenariat mondial pour l'éducation. Le présent rapport donne un aperçu de la quantité et de la qualité des engagements pris à Copenhague (Danemark) le 8 novembre 2011. Des travaux supplémentaires seront réalisés pour analyser, surveiller et suivre la concrétisation de ces engagements. Ensuite, le Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation publiera des informations détaillées sur chaque engagement dans un autre rapport. Par ailleurs, il affichera l'ensemble des discours de la Conférence des donateurs sur le site web du Partenariat et établira le calendrier du suivi de la mise en

œuvre des engagements et des progrès accomplis vers les objectifs inscrits dans les promesses de contributions.

Veuillez noter que les données citées dans le présent rapport sont basées sur les informations reçues par le Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation avant et pendant la conférence du 8 novembre 2011 et ne couvrent peut-être pas l'ensemble des engagements. Il est prévu de préparer un rapport plus détaillé décrivant chaque engagement. Pour autant, si le présent rapport sommaire contient des informations erronées, veuillez le signaler à Nancy Pinto (npinto@globalpartnership.org) et Michelle Mesen (mmesen@global partnership.org).